

4 questions...

au collectif d'historiennes du projet 100Elles*

« Militantisme et travail historique ne s'opposent pas »



Pamela Ohene-Nyako, Laure Piguet, Sarah Scholl et Daniela Solfaroli Camillocci sont historiennes à l'Université de Genève. En tant que doctorantes et professeures, elles ont fait partie du collectif qui a mené les recherches historiques du projet 100Elles*. Ce mini-entretien fait écho à celui de Christophe Vuilleumier présentant le projet « Faire des femmes du passé nos héroïnes de demain », paru dans le Bulletin 3/22.

Depuis bientôt quatre ans, des plaques de rue violettes portant des noms de femmes ornent les façades genevoises. Qu'est-ce que le projet 100Elles* et quelle est sa postérité ?

Le projet 100Elles* a été lancé par L'Escouade en 2019 à partir d'un constat : seulement 7% des rues genevoises étaient nommées d'après des femmes. L'association a alors contacté des historiennes de l'Université de Genève¹ pour mener un travail de recherche, de sélection et de rédaction de cent biographies de femmes. Les profils choisis devaient à la fois respecter les critères officiels du canton de Genève et le nôtre : montrer la

diversité sociale, culturelle et économique de la population. Les plaques violettes apposées se voulaient provisoires. Ce qui est arrivé ensuite confirme l'importance de cette action : après un ample débat public et politique, le Grand Conseil a adopté une motion demandant la pérennisation de la démarche à l'échelle du canton. La Ville de Genève a déjà renommé une vingtaine de rues.

Ce projet a été pensé et porté par l'association féministe L'Escouade, disiez-vous. Il avait donc une dimension militante et engagée. Comment ce militantisme s'articule-t-il au travail réalisé par les historiennes ?

Chacune des membres du collectif des historiennes a son propre positionnement par rapport au militantisme féministe. Ce qui nous a avant tout rassemblées est la volonté de mettre à contribution la diversité de nos expertises pour un projet à vocation sociétale et pour l'égalité de droit et de faits. Cela dit, suivre les traces documentaires des femmes du passé et écrire leur histoire est une démarche qui est consubstantielle aux féminismes. Il s'agit de prouver que les femmes sont agissantes et de rendre visible le fait qu'elles ont été actrices de notre histoire. Par ailleurs, militantisme et travail historique ne s'opposent pas. Être historien-ne-x-s engagé-e-x-s n'empêche en rien de chercher à rédiger un récit historique objectif et fondé sur le plan interprétatif. Nous sommes convaincues et motivées par des idéaux de justice sociale et d'inclusion, tout en ressentant la nécessité d'être dans une démarche critique et scientifique constante.

Le lancement tout récent d'un second projet genevois d'identification de noms de femmes pour nommer les nouveaux espaces publics (voir Bulletin 3/22, p. 70) prolonge cette dimension publique du travail historique. Comment analysez-vous cette profusion d'initiatives ?

C'est le signe d'un déplacement des priorités. Aujourd'hui, l'importance d'une visibilité accrue des femmes et de leur histoire dans l'espace public est clairement un fait acquis à Genève. Il est très encourageant de voir que les initiatives se multiplient et nous espérons qu'elles s'intéresseront aussi à l'ensemble des minorités et des parcours sociaux encore invisibilisés, comme ceux des émigrant-e-x-s. La question du choix des figures que les collectivités veulent honorer reste une discussion ouverte et parfois difficile. Les monuments dans l'espace public doivent-ils être représentatifs de la population, présenter sa diversité ou incarner ses valeurs (passées et/ou actuelles) ? Et qui a le droit de décider ?

Fortes de votre expérience des 100Elles*, quelle méthode préconisez-vous pour créer une « banque » de biographies qui fasse sens dans un canton comme Genève ?

Le projet nous a permis de questionner l'approche biographique classique, de nous demander ce qu'impliquent l'ambition égalitaire et l'outil critique du genre. Il était essentiel pour nous de ne pas faire des personnes choisies des « femmes, filles ou mères de tel ou tel », mais de parler de leur propre parcours avant tout. Les risques d'individualisation, d'héroïsation, mais aussi de reproduction de forme d'invisibilisation nous ont aussi beaucoup préoccupées. Nous avons fait le choix de proposer une grande diversité de profils, de ne pas nous en tenir à célébrer des personnalités, mais de proposer également des femmes à contre-courant ainsi que des groupes ou des collectifs, telles les ouvrières horlogères ou les blanchisseuses.

Questions : Fabienne Jan

Une version longue de cet entretien est publiée sur le site Internet de l'ASSH.

1 Le collectif est en outre composé de : Anne-Lydie Dubois, Caroline Montebello, Myriam Piguet, Jade Sercomanens et Mathilde Sigalas.